

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

CEEAC : Brice Clotaire Oligui Nguema à Malabo aujourd'hui

O.N.
Libreville/Gabon

Le président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, se rend à Djibolo, dans la banlieue de Malabo (en Guinée équatoriale) ce jeudi, où se tient la 5e session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Selon une source autorisée, ce rendez-vous intervenant dans le cadre du Conseil de Paix et de sécurité de l'Afrique centrale (CO-PAX), sera consacré à l'examen du rapport à mi-parcours du président Centrafricain Faustin Archange Touadera, en sa qualité de facilitateur du processus de transition politique en République gabonaise. A l'invitation des dirigeants de la

sous, région, le président gabonais Oligui Nguema présentera lors de cette réunion de haut niveau, la Feuille de route de la Transition au Gabon.

Une étape cruciale susceptible de décider de l'avenir de notre pays, cette organisation sous-régionale l'ayant exclu au lendemain du coup de force des militaires, le 30 août dernier. Mais un acte massivement salué par les populations gabonaises aussi bien sur le plan national qu'au sein de la diaspora...

On se souvient de ce que, comme le veut la pratique au sein de la CEEAC, après cette sanction, le président centrafricain, Faustin Archange Touadera avait été désigné comme facilitateur. C'est dans ce cadre que ce dernier a effectué deux missions dans notre pays. Missions au cours desquelles il a pu non seulement échanger avec les autorités de la Transition, mais



Photo: DR

Le président Brice Clotaire Oligui Nguema, lors d'un précédent déplacement.

aussi les forces vives de la Nation; et même l'ancien président Ali Bongo Ondimba. Il s'agit-là des premières assises du genre depuis que le numéro un gabonais

a prêté serment comme chef de l'Etat gabonais.

Il faut également souligner que ce sommet intervient au lendemain de la tournée effectuée par le nu-

méro un gabonais auprès de ses pairs de la sous-région (même si le chef de l'Etat ne s'est pas encore rendu en Angola). Et à chaque fois, le président Oligui Nguema s'est investi à expliquer à ses hôtes les raisons ayant conduit les Forces de défense et de sécurité à prendre le pouvoir. Le Gabon courait un risque évident de tomber dans le chaos si on laissait le régime déchu poursuivre son magistère.

A noter que partout où il est passé, le chef de l'Etat a reçu des promesses de soutien de la part de ses homologues visités. Aujourd'hui, l'heure est donc venue de les concrétiser. L'histoire irait-elle dans ce sens? C'est là tout l'espoir des Gabonais.

Hôtel de Ville : un comité ad hoc pour améliorer la gouvernance

JMM
Libreville/Gabon

AFIN de mettre fin aux mauvaises pratiques opérées par certains agents municipaux véreux, le délégué spécial en charge de la gestion de la commune de Libreville, le général Jude Ibrahim Rapontchombo, entend mettre de l'ordre dans la maison en cette période de Transition. C'est pourquoi, dans le cadre de la réforme du système de gouvernance de la mairie de Libreville qu'il a initiée, une cellule technique ad hoc chargée de l'élaboration d'un projet de document de stratégie de la commune de Libreville a été mise en place dernièrement. De ce fait, pour y parvenir, Dietrich Ndoutoume, expert spécialiste en suivi évaluation, a été commis par le délégué spécial, afin d'apporter son expertise pour sortir la maison des difficultés récurrentes posées à la fois par les syndicats et par les opérateurs économiques.



Photo: DR

Ce comité ad hoc chapeauté par un coordonnateur général, en la personne de Serge-Christian Obame Evoung, aura pour mission, entre autres, de réfléchir et apporter des réponses à quatre axes de réflexion. À savoir : l'épineuse question de la salubrité, d'assainissement des finances municipales ; la modernisation de la gestion de la masse salariale et des ressources humaines ; et les infrastructures.

En somme, il s'agira pour l'équipe mise en place de faire un diagnostic complet de la situation réelle de la mairie de Libreville. Y compris les engagements de l'institution auprès des prestataires, la dette vis-à-vis de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et les chantiers inachevés.

Le budget 2024 sur la table des députés

J.K.M
Libreville/Gabon

ADOPTÉ en Conseil des ministres le 6 décembre dernier, le projet de loi de finances (PLF) 2024 est à l'examen, depuis mardi dernier, au palais Léon-Mba. Un texte d'une importance toute particulière. Tant il décrit l'ensemble des charges et ressources de l'État pour l'année à venir et intègre les contraintes politiques, économiques, sociales liées au changement de régime intervenu le 30 août dernier, à travers la prise effective du pouvoir par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

Arrêté en équilibre à 4 162 milliards de nos francs contre 3 602,3 milliards l'année précédente, ce projet de budget, ont indiqué le ministre de l'Économie, Mays Mouissi, et son collègue des Comptes publics, Charles Mba, prend en compte la nécessité de consolider les acquis sociaux, de matérialiser la reprise des recrutements à la Fonction publique, de régulariser les situations administratives des



Photo: Sylvain MAGANGA

Les ministres financiers, Mays Mouissi (g) et Charles Mba, mardi dernier, au palais Léon-Mba.

agents publics, de relancer des chantiers à l'arrêt, etc. Ce qui se traduit notamment par une augmentation substantielle des budgets d'investissement affectés aux départements ministériels des Travaux publics (159,78 milliards), de l'Énergie (15,11 milliards), de l'Éducation nationale (11,34 milliards), de l'Habitat et de l'Urbanisme (3,37 milliards). Toute chose découlant, selon les deux membres du gouvernement, de l'évolution globale du budget général d'investissement. En tout état de cause, d'aucuns se sont réjouis de cette "orientation politique" du PLDF. D'autant plus que selon eux, cela devrait se traduire notamment, en

matière d'infrastructures, par la construction des ponts en béton dans l'ensemble du pays (10 milliards de nos francs). La construction de dix centres de santé et achat d'équipement à hauteur de 8 milliards, la réhabilitation des points d'eau (hydraulique villageoise) évaluée à 2, 5 milliards, la réfection de l'ensemble des internats du pays à raison de 10 milliards, etc. Quoi qu'il en soit, à la suite des ministres financiers, tous leurs collègues seront également auditionnés par les députés. Entendu que la présente session du Parlement est censée s'achever le dernier jour ouvrable du mois en cours.